TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	1
II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ	3 - 9	2
III. QUESTIONS TRAITÉES PAR LE COMITÉ	10 - 75	4
A. Question de la sécurité des missions et de leur personnel	10 - 17	4
B. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation, et recommandations relatives à ces problèmes	18 - 38	6
1. Réglementation des déplacements dans le pays hôte	18 - 23	6
2. Comptes bancaires : plaintes de l'Iraq	24 - 30	6
3. Accélération des formalités d'immigration et de douane	31 - 33	7
4. Exemption fiscale	34 - 37	8
5. Possibilité de créer un économat au Siège de l'ONU pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat	38	8
C. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent	39 - 61	9
D. Transports : utilisation des véhicules à moteur, stationnement et questions connexes	62 - 65	12
E. Questions diverses	66 - 75	13
IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS	76	15

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

Annexes

I.	Lettre datée du 8 juillet 1991, adressée au Secrétaire général par le Président du Comité des relations avec le pays hôte	16
II.	Lettre datée du 24 juillet 1991, adressée par le Secrétaire général au Président du Comité des relations avec le pays hôte . .	17

I. INTRODUCTION

1. Le Comité des relations avec le pays hôte a été créé par la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1971. À sa quarante-cinquième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 45/46 du 28 novembre 1990, a prié le Comité "de poursuivre ses travaux conformément à la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1971" et a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte".

2. Le présent rapport comprend quatre sections. La section IV contient les recommandations et conclusions du Comité.

II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ

3. En 1991, il n'y a pas eu de modification dans la composition du Comité, qui comprenait les pays suivants :

Bulgarie	Honduras
Canada	Iraq
Chine	Mali
Chypre	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Costa Rica	Sénégal
Côte d'Ivoire	Union des Républiques socialistes soviétiques
Espagne	
États-Unis d'Amérique	
France	

4. En 1991, M. Constantine Moushoutas (Chypre) a continué d'assurer la présidence; les représentants de la Bulgarie, du Canada et de la Côte d'Ivoire ont continué d'exercer les fonctions de vice-président et Mme Emilia Castro de Barish (Costa Rica) celles de rapporteur.

5. L'Assemblée générale avait défini le mandat du Comité dans sa résolution 2819 (XXVI). Pour ses travaux de 1991, le Comité a repris la liste des questions qu'il avait adoptée en mai 1982, à savoir :

1. Question de la sécurité des missions et de leur personnel.
2. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et recommandations relatives à ces problèmes, y compris :
  - a) Visas d'entrée délivrés par le pays hôte;
  - b) Accélération des formalités d'immigration et de douane;
  - c) Exemption d'impôts;
  - d) Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat.
3. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent.
4. Logement du personnel diplomatique et du personnel du Secrétariat.
5. Question des privilèges et immunités :
  - a) Étude comparative des privilèges et immunités;
  - b) Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et autres instruments pertinents.
6. Activités du pays hôte : activités destinées à aider les membres de la communauté des Nations Unies.

7. Transports : utilisation des automobiles, stationnement et questions connexes.
8. Assurance, éducation et santé.
9. Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les médias à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies.
10. Examen et adoption du rapport du Comité à l'Assemblée générale.

6. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu six séances, à savoir : la 149e séance, le 26 mars 1991; la 150e séance, le 30 avril; la 151e séance, le 8 juillet; la 152e séance, le 9 octobre; la 153e séance, le 15 novembre et la 154e séance, le 25 novembre 1991.

7. Le bureau du Comité est composé du président, du rapporteur, des trois vice-présidents et d'un représentant du pays hôte, qui assiste de droit aux séances du bureau. Le bureau est chargé d'examiner les questions dont le Comité est saisi, à l'exception de la question de la sécurité des missions et de leur personnel, que le Comité maintient à l'étude en séances plénières.

8. Pendant la période considérée, le bureau a tenu cinq séances : le 22 mars, les 3 et 11 avril, le 27 juin et le 19 septembre 1991. Il a notamment examiné la question de la réglementation précédemment imposée par le pays hôte aux déplacements du personnel de certaines missions et des fonctionnaires du Secrétariat ressortissants de certains États, et la question des formalités d'immigration et de douane à l'aéroport Kennedy. Le bureau a aussi longuement parlé de la question de l'endettement en général et, plus particulièrement, des mesures concrètes à prendre par le Comité en vue d'aider les missions et les membres de leur personnel qui se heurtent à des difficultés financières. Le Président a communiqué au Comité plénier, pour approbation, les propositions et recommandations du bureau.

9. Sur la recommandation du bureau, le Comité a créé à sa 150e séance un groupe de travail chargé d'examiner tous les aspects de la question de l'endettement. Le Groupe a tenu trois séances, le 27 juin, le 19 septembre et le 1er octobre 1991.

III. QUESTIONS TRAITÉES PAR LE COMITÉ

A. Question de la sécurité des missions et de leur personnel

10. À la 151e séance, le 8 juillet 1991, le Comité a repris l'examen de la question de la sécurité des missions et de leur personnel. Le Président a fait savoir qu'il avait été contacté par le représentant de la Mission cubaine à propos des manifestations qui continuaient d'être organisées près des locaux de la Mission. À la séance tenue par le bureau le 27 juin 1991, le représentant de la Mission des États-Unis avait informé les membres du bureau des mesures prises par les autorités compétentes du pays hôte afin d'éviter que des actes illégaux ne soient commis contre la Mission cubaine et son personnel à New York.

11. L'observateur de Cuba a rappelé qu'à la 148e séance du Comité, tenue le 14 novembre 1990, il avait appelé l'attention du Comité sur les manifestations hostiles qui se tenaient régulièrement devant la Mission cubaine depuis la fin de 1989. Elles avaient lieu une fois par semaine depuis plus d'un an et demi. Sans contester le droit d'organiser des manifestations d'ordre politique, l'observateur de Cuba a appelé de nouveau l'attention du Comité sur ces manifestations qui, en réalité, servaient essentiellement à masquer une politique d'intimidation des membres de la Mission cubaine et de leur famille. Il a dit que les manifestants commettaient des actes d'hostilité, d'agression et de provocation, et qu'ils avaient notamment enfreint les dispositions du permis les autorisant à tenir des manifestations politiques. Il y avait eu des cas où le personnel de la Mission avait été en butte à des insultes personnelles et à des actes de provocation et de harcèlement. Aucune législation ne pouvait conférer le droit d'humilier, d'insulter ou de provoquer le représentant de quelque pays que ce soit. La Mission cubaine continuait de saisir la Mission des États-Unis de ces questions. Des efforts avaient été faits pour remédier à la situation avec l'assistance du Secrétaire général et du Président du Comité, mais, malheureusement, il n'y avait encore eu aucun changement majeur dans le comportement des manifestants.

12. En réponse, le représentant des États-Unis a dit que les incidents au cours desquels des membres de la Mission cubaine et leur famille auraient été en butte à des insultes et des provocations avaient fait l'objet de nombreuses enquêtes et de nombreuses discussions de la part des autorités locales et fédérales. Des membres de la police new-yorkaise, du Service de sécurité du corps diplomatique et du FBI avaient procédé à des enquêtes approfondies, y compris en surveillant les manifestations et en interrogeant des membres de la Mission cubaine. La Mission était parfaitement au courant de ces efforts : elle avait pu les observer directement; ils avaient fait l'objet de discussions et diverses réunions tenues dans les deux missions y avaient été consacrées. Les États-Unis avaient toujours pris très au sérieux leur responsabilité en ce qui concerne la sécurité des missions et de leur personnel et ils étaient fiers des résultats obtenus et du comportement des autorités locales et fédérales. La Mission cubaine bénéficiait d'une surveillance de policiers en uniforme 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; des policiers supplémentaires, en uniforme et en civil, étaient en outre affectés pendant les manifestations et des barrières de sécurité permettaient d'éloigner de la Mission toute menace potentielle. Comme aucun acte illégal ou tombant sous le coup de la loi n'avait été commis contre des membres de la Mission cubaine en présence de policiers américains et comme la Mission refusait systématiquement de coopérer avec les autorités américaines en venant témoigner en justice, il n'y avait rien d'autre que l'on puisse faire. En cas d'actes de harcèlement dont un membre de la Mission cubaine serait le seul témoin, la seule façon d'établir en justice qu'il y avait eu délit serait que le membre de la Mission accepte de témoigner. La Mission cubaine était vivement incitée à prendre note de cette suggestion.

13. À la 152e séance, le 9 octobre 1991, le Président, conformément à la pratique habituelle, a informé le Comité qu'il avait reçu du Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation une lettre datée du 27 août 1991 à laquelle était jointe copie de la note verbale datée du 19 août 1991 adressée par la Mission cubaine à la Mission des États-Unis concernant les manifestations devant la Mission cubaine. Comme il était lui-même souffrant, le Président avait chargé le Secrétaire du Comité d'accuser réception en son nom de la lettre en question, ce qui avait été fait le 12 septembre 1991. Cet échange de correspondance avait été porté à l'attention du bureau à la séance qu'il avait tenue le 19 septembre 1991.

14. Le représentant des États-Unis a dit que sa mission avait longuement traité de la question des manifestations devant la Mission cubaine dans la note du 5 juillet 1991 qu'elle avait adressée à la Mission cubaine. Cette note suggérait plusieurs mesures que le personnel de la Mission cubaine pouvait prendre si les manifestants dépassaient les "bornes" de la liberté d'expression, de réunion et de désaccord, au point de soumettre la Mission à vexations ou menaces. Depuis l'envoi de cette note, les deux groupes manifestant contre la Mission cubaine avaient organisé environ 24 manifestations. Les autorités locales et fédérales n'avaient signalé aucun incident fâcheux et la Mission cubaine n'avait saisi la Mission des États-Unis ou la police new-yorkaise d'aucun incident particulier. Cela dit, la Mission des États-Unis restait prête à continuer de parler de cette question avec les autorités cubaines.

15. La représentante de Cuba a fait observer que les efforts faits par le pays hôte n'étaient pas suffisants. Cuba ne pensait pas pour sa part qu'il n'y avait pas eu de harcèlement. Des manifestants avaient suivi des personnes sortant de la Mission cubaine, des employés de la Mission avaient été injuriés et, qui plus est, des membres de leur famille avaient eux aussi été victimes de mesures vexatoires. La représentante de Cuba reconnaissait que le pays hôte avait essayé de contrôler la situation; toutefois, il fallait maintenir une vigilance sans faille. Les manifestations n'étaient pas purement politiques, puisque des insultes personnelles avaient été lancées, pendant celles-ci, à du personnel de la Mission. Certes, il pouvait être difficile au pays hôte de limiter l'exercice de la liberté d'expression, mais il fallait renforcer le contrôle exercé sur les manifestants si l'on ne voulait pas que ces manifestations donnent lieu à des incidents graves.

16. La représentante des États-Unis a dit que la Mission du pays hôte était résolue à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle a rappelé que, lorsque le Ministre des affaires étrangères de Cuba était venu récemment à l'ONU, le Gouvernement des États-Unis avait assuré toute la sécurité nécessaire.

17. Le représentant de la Bulgarie s'est félicité que les États-Unis aient donné de façon positive des assurances concernant la sécurité de la Mission cubaine et il a demandé aux deux missions de continuer à chercher à régler la question. Il a félicité les autorités compétentes des États-Unis des excellents arrangements de sécurité fournis, malgré un préavis très court, lors de la visite du Président de la Bulgarie.

B. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation, et recommandations relatives à ces problèmes

1. Réglementation des déplacements dans le pays hôte

18. À la 149e séance, le 26 mars 1991, le Président a mis le Comité au courant des changements positifs récemment apportés aux réglementations que le pays hôte appliquait aux déplacements. Les restrictions avaient été levées en ce qui concernait les membres de la Mission mongole auprès de l'Organisation des Nations Unies et les personnes à leur charge, à compter du 11 mars 1991, ainsi qu'en ce qui concernait les membres du Gouvernement nicaraguayen qui n'étaient pas accrédités de façon permanente auprès de la Mission nicaraguayenne, et ce à compter du 8 mars 1991.

19. Notant le climat généralement constructif qui avait marqué les travaux du Comité pendant l'année écoulée, le représentant de la Bulgarie s'est référé aux efforts faits par le pays hôte pour faciliter le fonctionnement des missions et la vie des diplomates à New York. À cet égard, le Gouvernement bulgare espérait une réponse favorable à l'idée de lever les restrictions applicables aux déplacements du personnel bulgare accrédité auprès de l'ONU. Il espérait que les problèmes seraient réglés rapidement. La délégation bulgare était prête à contribuer dans un esprit des plus constructifs à la recherche d'une solution appropriée.

20. À la 152e séance, le 9 octobre 1991, le Président a fait savoir qu'à compter du 1er août 1991, les restrictions imposées par le pays hôte aux déplacements du personnel de la Mission bulgare et des fonctionnaires bulgares du Secrétariat, ainsi que des personnes à leur charge, avaient été levées. Il s'est félicité de cette décision du pays hôte et a exprimé l'espoir que des restrictions analogues imposées à d'autres missions seraient elles aussi levées.

21. Le représentant de la Bulgarie a remercié les États-Unis de leur décision de lever les restrictions précédemment imposées aux déplacements du personnel de la Mission. En tant que représentant d'un pays d'Europe de l'Est, il espérait que l'on continuerait à lever les restrictions applicables à d'autres pays d'Europe de l'Est.

22. Le représentant de l'Iraq s'est félicité de la décision de lever les restrictions applicables à la Mission bulgare et a exprimé l'espoir qu'une décision analogue serait prise en ce qui concernait sa propre mission.

23. A la 153e séance, le 15 novembre 1991, le Président a informé le Comité qu'à compter du 13 novembre 1991 les restrictions imposées par le pays hôte aux déplacements de la Mission permanente albanaise et des fonctionnaires albanais du Secrétariat, ainsi que des personnes à leur charge, avaient été levées. Il s'est félicité au nom du Comité de cette décision du pays hôte et a exprimé l'espoir que toutes les restrictions encore imposées à d'autres missions et fonctionnaires du Secrétariat ayant certaines nationalités seraient elles aussi levées aussitôt que possible.

2. Comptes bancaires : plaintes de l'Iraq

24. À la 149e séance, le Président a fait savoir au Comité que le représentant de l'Iraq avait pris contact avec lui et lui avait demandé de l'aider à obtenir le déblocage des comptes de la Mission iraquienne. Le Président a porté la

question à l'attention de la Mission des États-Unis. Le 22 mars 1991, le Bureau du Comité a discuté des mesures prises par le pays hôte pour trouver une solution satisfaisante à cette question.

25. Le représentant de l'Iraq avait mentionné les problèmes que rencontre sa mission, en particulier ceux qui résultent du gel des avoirs de la Mission. Il estimait que le Comité était l'organe approprié pour résoudre ce type de problème. Il avait exprimé l'espoir que le Gouvernement des États-Unis trouverait une solution en ce qui concerne les mesures discriminatoires ayant pour objet de geler les avoirs de la Mission. L'Iraq était disposé à coopérer à la recherche d'une solution, soit avec l'aide du Secrétaire général, soit en recourant aux bons offices du Conseiller juridique. Il espérait que l'Accord de Siège conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le pays hôte servirait de base à un règlement de la question.

26. La représentante des États-Unis a répondu en informant le Comité que la Mission du pays hôte avait récemment envoyé à la Mission iraquienne une note contenant des précisions au sujet des principales questions mentionnées par le représentant de l'Iraq. Elle a estimé que la question avait été réglée.

27. À la 151e séance, le représentant de l'Iraq a fait remarquer que sa mission continuait de se heurter à certains problèmes du fait du gel de ses avoirs. La Mission iraquienne avait récemment envoyé à la Mission des États-Unis une note verbale demandant le déblocage des fonds nécessaires pour couvrir les dépenses d'administration et autres dépenses analogues liées au fonctionnement de la Mission. Ces fonds ne seraient pas utilisés aux fins visées par les résolutions du Conseil de sécurité. La Mission iraquienne a formulé l'espoir que le pays hôte répondrait de façon constructive à cette demande.

28. Le représentant du pays hôte a répondu que la Mission iraquienne auprès de l'Organisation des Nations Unies avait été autorisée à approvisionner un compte courant afin qu'elle puisse s'acquitter de ses fonctions officielles aux États-Unis. Ce compte courant n'était pas bloqué. Il devait être alimenté à l'aide de fonds ne provenant pas des États-Unis, comme l'indiquaient des communications antérieures avec la Mission iraquienne. Les États-Unis considéraient cette exigence comme raisonnable et conforme aux obligations découlant du paragraphe 4 de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité et du paragraphe 9 de la résolution 670 (1990) du Conseil, qui enjoignaient aux États de geler les avoirs irakiens.

29. À la 152e séance, le représentant de l'Iraq a mentionné divers problèmes déjà signalés auxquels sa mission se heurtait et il a rappelé au Comité que, malheureusement, aucune réponse définitive n'avait été reçue du pays hôte à la demande visant à débloquer les avoirs irakiens dans la mesure nécessaire pour couvrir les dépenses de la Mission, y compris son loyer et la rémunération de son personnel.

30. Le représentant des États-Unis a répété que la Mission iraquienne avait été autorisée à utiliser un compte courant. Quant à la question de dégeler d'autres avoirs irakiens, elle n'était pas du ressort du Comité.

3. Accélération des formalités d'immigration et de douane

31. À la 149e séance, le Président a informé le Comité qu'à sa séance du 22 mars 1991, le Bureau avait discuté de certains problèmes rencontrés par les diplomates lorsqu'ils arrivent à l'aéroport Kennedy à New York. Certains terminaux n'avaient pas de guichets réservés à leur intention. Lors d'une séance antérieure du Bureau, le représentant des États-Unis avait exposé à ses

membres les mesures prises par les autorités compétentes du pays hôte pour accorder un traitement spécial aux diplomates arrivant dans divers aéroports américains, y compris Kennedy. Des guichets spéciaux avaient été prévus dans plusieurs terminaux de cet aéroport pour les titulaires de visas A et G. Toutefois, le représentant avait promis d'étudier la question et d'aviser ultérieurement le Bureau de ses observations. Le Président a dit qu'il appréciait les efforts faits par le pays hôte pour faciliter encore les formalités à l'arrivée des diplomates dans les aéroports internationaux des États-Unis.

32. À la 152e séance, le représentant de la France s'est déclaré satisfait des dispositions prises par les autorités du pays hôte en vue d'améliorer les formalités d'immigration et de douane pour le personnel diplomatique arrivant à l'aéroport Kennedy de New York. Il s'est demandé toutefois si la Mission du pays hôte envisageait de prendre contact avec les autorités de l'aéroport international de Newark pour y appliquer des mesures analogues.

33. Le représentant des États-Unis a répondu en faisant savoir au Comité que le pays hôte était en train d'élaborer à ce sujet des directives générales qui seraient applicables à tous les aéroports de la région de New York.

4. Exemption fiscale

34. À la 149e séance, le représentant du Canada s'est inquiété des délais considérables requis pour obtenir l'exonération des taxes portées sur les relevés des communications téléphoniques lorsqu'un membre de la Mission déménage pour une raison ou une autre et doit donc faire installer un nouveau téléphone. Il s'est demandé si la Mission du pays hôte ne pourrait pas écrire à la Compagnie des téléphones de New York pour lui demander de prendre plus rapidement les dispositions comptables nécessaires.

35. En réponse à cette demande, le représentant du pays hôte a dit que la Mission des États-Unis étudierait la question en vue d'améliorer la situation à cet égard.

36. À la 152e séance, le représentant de la France a remercié le pays hôte des modifications apportées à la carte d'exemption fiscale, désormais valable sur tout le territoire des États-Unis. Des difficultés subsistaient toutefois dans des régions très éloignées de New York. Certaines entreprises de location de voitures refusaient de tenir compte de la carte et exigeaient des documents complémentaires. Elles soutenaient aussi que le titulaire devrait en tout cas acquitter la taxe de l'État et la taxe locale.

37. Le représentant des États-Unis a déclaré que la Mission du pays hôte était consciente du problème et cherchait à lui trouver une solution pratique.

5. Possibilité de créer un économat au Siège de l'ONU pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat

38. À la 152e séance, le représentant du Canada, en sa qualité de Président du Groupe de travail chargé de la question, a informé le Comité qu'après avoir examiné tous les points de vue sur la création d'un économat, il avait dû conclure qu'il était impossible pour l'instant d'envisager un économat au Siège de l'Organisation. Le Comité a décidé de dissoudre pour un temps le Groupe de travail et de surseoir à tout nouvel examen de la question, étant entendu que le sujet continuerait de figurer sur la liste adoptée par le Comité en 1982.

C. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent

39. À la 149e séance, le 26 mars 1991, le Comité a porté son attention sur divers aspects de la question de l'exigibilité des créances. La représentante du pays hôte a fait remarquer que l'un des problèmes les plus épineux pour les missions et leur personnel était de savoir quoi faire quand, pour une raison ou une autre, les missions n'avaient pas reçu de leur gouvernement les fonds nécessaires au paiement de loyers, du personnel et d'autres frais. Durant le mois écoulé, plusieurs gouvernements avaient été renversés ou remaniés, et il fallait du temps pour que les nouvelles autorités se mettent en place et recommencent à envoyer des fonds à leurs missions auprès de l'Organisation des Nations Unies. Dans plusieurs cas, les missions avaient perdu tout contact avec leur gouvernement pendant un certain temps. Il est arrivé qu'une mission n'ait pas été alimentée pendant près d'un an. Dans la pratique, elle n'avait donc pu payer ni son loyer ni ses notes de gaz et d'électricité, et son personnel était en butte aux mêmes difficultés. En conséquence, la Mission des États-Unis avait passé de nombreuses heures à aider ces missions en exhortant leurs créanciers à la patience, faisant valoir parfois l'immunité, en assurant même que les factures seraient payées plus tard. Dans certains cas, la Mission des États-Unis n'y avait pas réussi et le téléphone avait été coupé et la livraison de mazout suspendue dans les maisons habitées par le personnel. Assurément, il était coûteux de faire fonctionner une mission dans la ville de New York. Les pays qui avaient décidé de devenir Membres de l'Organisation devaient accepter cet état de choses et, partant, la responsabilité de payer leur dû. En cas de difficultés, il fallait adopter une nouvelle méthode. Étant donné que ces pays étaient accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies, celle-ci devrait jouer un plus grand rôle dans la recherche d'une solution à un problème qui se posait maintenant plus fréquemment. La représentante du pays hôte a proposé qu'un groupe de travail soit chargé d'examiner tous les aspects d'une question qui était devenue un problème majeur pour le pays hôte. Le groupe de travail devrait faire rapport au Comité aussitôt que possible.

40. Le Président a fait savoir au Comité que la question de l'exigibilité des créances avait été examinée par le Bureau à sa séance du 22 mars 1991. Comme les problèmes actuels sont complexes, le Bureau a décidé d'en poursuivre l'examen.

41. Le représentant de la Bulgarie a appuyé l'idée de charger un groupe de travail d'étudier tous les aspects de la question. À son avis, il devrait examiner les incidences à long terme de ce problème ainsi que les mesures extraordinaires à prendre pour accorder une assistance d'urgence aux missions en difficulté. En particulier, on pourrait envisager d'utiliser à ces fins des fonds d'urgence de l'Organisation. Il était chagriné à l'idée que des collègues puissent ne pas avoir les moyens de régler leurs dépenses de chauffage et de transport. Des solutions à ces problèmes devaient être recherchées avec l'aide et les conseils du Secrétariat de l'Organisation ainsi que du pays hôte.

42. La représentante du Costa Rica a été du même avis, déclarant que le groupe de travail devrait étudier à fond tous les aspects du problème de l'exigibilité des créances afin d'arriver à des solutions constructives.

43. À la 150e séance, le 30 avril 1991, le Président a informé le Comité que le Bureau avait examiné la question à ses séances des 3 et 11 avril 1991. Le Bureau avait décidé de constituer un groupe de travail à composition non limitée

et de mettre à sa tête M. Ivan Sotirov (Bulgarie), Vice-Président du Comité. Le Bureau jugeait souhaitable que ses membres participent de droit aux travaux du groupe. Il avait décidé aussi qu'un représentant du Conseiller juridique devrait en faire partie. Le Comité a appuyé les décisions du Bureau. Le Président a formulé l'espoir que le nouveau groupe de travail pourrait examiner la question de l'exigibilité des créances de façon constructive et soumettre ses recommandations au Comité en temps opportun.

44. Le représentant de la Bulgarie, en sa qualité de Président du Groupe de travail sur l'exigibilité des créances, a informé le Comité des consultations officielles qui avaient eu lieu le 11 avril 1991 entre les membres du Bureau au sujet de questions d'organisation et du mandat du Groupe de travail. Le Groupe devrait envisager des mesures à long terme ainsi que l'adoption immédiate d'initiatives pratiques de caractère urgent. Il devrait coopérer étroitement avec la Mission du pays hôte, avec le Secrétariat de l'Organisation et avec la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire. Parmi les sujets à examiner par le Groupe de travail devrait figurer la question de programmes d'assurance médicale pour le personnel des missions, étant donné que les frais médicaux constituaient une bonne part des créances exigibles. Les discussions qui avaient déjà eu lieu à ce sujet avec le Chef de la Section des assurances à l'ONU avaient été plutôt utiles. Il demeurait entendu que le Groupe de travail était ouvert à la participation des membres du Comité.

45. Les représentants du pays hôte et du Costa Rica ont appuyé une proposition d'inviter au Groupe de travail un représentant de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire.

46. À la suite d'un échange de vues, le Président du Comité a déclaré que tous ses membres étaient d'accord avec cette proposition.

47. Le représentant du Sénégal s'est félicité de la création du Groupe de travail. À son avis, le Groupe devrait examiner tous les aspects du problème de l'exigibilité des créances, y compris l'éventualité d'une assistance humanitaire d'urgence à certaines missions se trouvant dans l'embarras. Comme il s'agissait là de questions fort délicates, elles devraient être traitées avec la plus grande discrétion afin de ne pas ternir la réputation personnelle et le crédit public de ceux qui pourraient être les victimes de circonstances fâcheuses. Il a formulé l'espoir que le Groupe de travail agirait en la matière avec le plus grand tact possible.

48. Le représentant de l'Iraq s'est associé aux orateurs qui l'avaient précédé. Il a également rendu hommage à la Mission du pays hôte pour sa contribution à la solution de nombre des problèmes rencontrés par la Mission iraquienne. Les propositions examinées par le Comité étaient fort utiles, en ce sens qu'elles contribueraient à renforcer le climat de cordialité et de coopération entre les missions et à donner plus d'homogénéité à la communauté internationale.

49. À la 151e séance, le Président a informé le Comité qu'à sa séance du 27 juin 1991 le Groupe de travail avait poursuivi l'examen du problème des créances exigibles et la possibilité de prendre des mesures concrètes pour aider d'urgence certaines missions se trouvant dans une situation très difficile. En sa qualité de Président du Groupe de travail, le représentant de la Bulgarie a présenté le texte d'une lettre à adresser à ce sujet au Secrétaire général. Le Comité a adopté le texte proposé par consensus.

50. Cette lettre, transmise au Secrétaire général le 8 juillet 1991, attirait son attention sur le nombre croissant de missions permanentes auprès de

l'Organisation des Nations Unies qui sont endettées, situation qui justifiait l'adoption immédiate de mesures concrètes d'assistance d'urgence. Elle avisait également le Secrétaire général que la principale question examinée par le Comité concernait le rôle général que pourrait jouer l'Organisation devant le problème de l'exigibilité des créances, ce qui soulevait "nombre de questions d'ordre juridique, administratif et humanitaire". La lettre exprimait l'espoir que les services intéressés du Secrétariat de l'Organisation fourniraient une assistance en la matière. (Le texte intégral de la lettre du Président est reproduit à l'annexe I du présent rapport.)

51. Le représentant du Conseiller juridique a déclaré que le Secrétariat était averti des problèmes en question et comprenait donc que le Comité s'évertue à y trouver des solutions pratiques. C'est dans ce contexte que le Secrétariat plaçait la lettre adressée au Secrétaire général. Néanmoins, l'Organisation n'était pas en mesure d'accepter une responsabilité juridique quelconque dans des situations liées à l'insolvabilité de missions, et le Secrétariat avait à première vue certaines réserves d'ordre pratique et juridique quant aux solutions proposées dans la lettre.

52. Le représentant du pays hôte a fait part au Comité d'un cas récent d'assistance concrète à une mission en difficulté. Avec l'assistance de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire, des autorités de la ville de New York qui s'occupent des ressources humaines et du Church Center for the United Nations, et en coordination avec le Secrétariat de l'Organisation, la Mission des États-Unis avait pu assurer la livraison de 100 colis alimentaires à une mission qui n'avait pas reçu de fonds depuis près d'un an du nouveau gouvernement de l'État dont elle relevait.

53. Au nom du Comité, le Président a fait l'éloge des mesures concrètes prises par la mission des États-Unis pour fournir une aide humanitaire au personnel de l'une des missions en difficulté.

54. À la 152e séance, le Président a informé le Comité qu'il avait reçu, en réponse à sa lettre du 8 juillet, une lettre du Secrétaire général datée du 24 juillet 1991. Dans cette lettre, le Secrétaire général estimait, comme le Comité, que les problèmes relatifs à l'exigibilité des créances soulevaient beaucoup de questions d'ordre juridique, administratif et humanitaire. Il était d'avis que, pour arriver à des solutions réalisables, il faudrait d'abord surmonter certaines difficultés d'ordre juridique et pratique avec le concours actif de tous les intéressés, y compris les autorités compétentes du pays hôte. Les services concernés du Secrétariat de l'Organisation étaient cependant en train d'examiner diverses solutions éventuelles aux problèmes de l'exigibilité des créances. (Le texte intégral de la lettre du Secrétaire général est reproduit à l'annexe II du présent rapport.)

55. Le Président a fait savoir aussi au Comité que la lettre du Secrétaire général avait été portée à l'attention du Bureau à sa séance du 19 septembre 1991. Le Bureau avait accueilli avec satisfaction la réponse du Secrétaire général et comptait sur la coopération continue du Secrétariat de l'Organisation en la matière.

56. Le représentant de la Bulgarie, en sa qualité de Président du Groupe de travail, a rendu compte au Comité de la teneur des délibérations du Groupe à sa séance du 1er octobre 1991. Le Groupe de travail avait envisagé de contacter le Business Council for the United Nations et les milieux d'affaires de la ville de New York pour leur demander de contribuer à la recherche de solutions pratiques au problème de l'exigibilité des créances. Il avait aussi étudié la possibilité de constituer un petit fonds d'urgence pour aider les missions se trouvant dans

l'embarras. On avait pu prendre soin des cas les plus pressants, mais il convenait de traiter toute cette question d'une façon mieux organisée. Il serait utile d'examiner plus avant la possibilité d'assurer le personnel des missions, étant donné que les dépenses médicales constituaient une des sources d'insolvabilité.

57. Le Président du Groupe de travail a également informé le Comité que le Conseiller juridique avait prié, le 2 octobre 1991, les services compétents des principaux lieux d'affectation de l'ONU de le renseigner sur la façon dont ils traitent de la question de l'exigibilité des créances. Il avait adressé une demande analogue à un observateur de la Communauté économique européenne pour savoir comment on examinait des cas semblables à Bruxelles.

58. Le Comité a loué le Secrétaire général et le Conseiller juridique de leurs efforts en la matière. Il a également approuvé les initiatives envisagées par le Groupe de travail.

59. Le représentant de l'Espagne a fait remarquer que les solutions proposées pour traiter des problèmes liés à l'exigibilité des créances étaient appropriées et méritaient d'être étudiées plus avant. Toutefois, il conviendrait de prendre des mesures concrètes pour résoudre des cas spécifiques où la situation est particulièrement critique. Le pays hôte pourrait signaler des cas de cette nature au Comité afin qu'il puisse intervenir en la matière.

60. Le représentant du Canada s'est associé aux remarques du représentant de l'Espagne.

61. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il serait tenu compte des propositions qui avaient été faites. Le pays hôte applaudissait aux efforts que faisait le Secrétaire général pour trouver une solution au problème de l'exigibilité des créances et approuvait l'initiative prise par le Conseiller juridique pour se documenter sur la façon dont on traitait ailleurs de problèmes analogues.

D. Transports : utilisation des véhicules à moteur, stationnement et questions connexes

62. À la 149^e séance, la représentante du Costa Rica a dit qu'elle avait reçu simultanément deux contraventions pour avoir prétendument commis, le 22 février 1991, des infractions au code de la route dans une zone où la vitesse des automobiles était limitée à 35 miles à l'heure - alors que jamais elle n'avait dépassé cette vitesse depuis 15 ans qu'elle prenait tous les jours le même chemin pour se rendre à son bureau. Dans une lettre adressée le 6 mars 1991 au tribunal de New Rochelle, cette représentante avait expliqué qu'elle n'était pas en infraction et demandé l'annulation des contraventions. Mais le tribunal, par une assignation en date du 14 mars 1991, l'avait citée à comparaître le 15 avril suivant.

63. La représentante du pays hôte a répondu en rappelant une note verbale de la Mission des États-Unis diffusée en février 1989, qui définissait les "procédures à suivre en ce qui concerne les citations à comparaître pour répondre d'infractions au code de la route" et a déclaré qu'en pareil cas, les assignations émises en toute régularité ne portaient pas atteinte aux privilèges et immunités diplomatiques et que l'on attendait des auteurs des infractions qu'ils acquittent sans délai le montant de toutes les amendes imposées. Les diplomates qui ne respectaient pas la réglementation routière du pays hôte contrevenaient à l'article 41 de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques. Certes, les membres de la communauté diplomatique qui

jouissaient de l'exemption de juridiction n'avaient pas à comparaître en justice ou à se soumettre à titre personnel à une juridiction civile ou administrative locale, mais cette immunité ne signifiait pas que les États-Unis étaient tenus de laisser à ceux qui en abusaient le privilège de conduire une automobile.

64. Le Conseiller juridique a rappelé que le Secrétariat de l'ONU avait formellement marqué ses réserves à l'égard de la procédure exposée dans la note verbale de la Mission des États-Unis diffusée en février 1989 (pour plus de détails, on se reportera au paragraphe 37 du rapport présenté par le Comité des relations avec le pays hôte à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale)¹. Pour ce qui est de la plainte de la représentante du Costa Rica, le Conseiller juridique a suggéré qu'elle s'en entretienne avec le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

65. La représentante du Costa Rica a réitéré qu'un diplomate ne devrait pas avoir à comparaître en justice, ce qui impliquait la levée d'immunités. Faisant observer que la mission du pays hôte apporterait son assistance dans l'affaire en question si celle-ci s'était produite à Manhattan, elle se demandait pourquoi cette assistance ne s'appliquait pas aussi bien dans le cas des incidents qui se passaient dans le comté de Westchester ou en tout autre endroit de l'agglomération new-yorkaise.

E. Questions diverses

66. À la 149e séance, l'observateur de la Jamahiriya arabe libyenne a parlé des problèmes, déjà souvent mentionnés, auxquels se heurtait la Mission libyenne, notamment ses difficultés à obtenir des visas et les restrictions aux déplacements de ses membres hors de la ville de New York et aux comptes dont elle pouvait disposer. La Jamahiriya faisait preuve d'esprit de coopération afin de parvenir à des accommodements avec les États-Unis et sa délégation était prête à accepter les bons offices du Secrétaire général et du Conseiller juridique. Son représentant espérait que les problèmes en question seraient promptement aplanis et qu'on n'en reparlerait plus.

67. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est rappelé qu'à la 146e séance (18 juin 1990), son homologue canadien avait suggéré d'inviter le responsable du service de l'administration américaine chargé des missions étrangères à participer aux délibérations du Comité. Il a demandé ce qui avait été décidé à ce propos.

68. Le représentant du Canada a tenu à préciser qu'il ne s'agissait pas, dans son esprit, d'inviter le chef du service des missions étrangères à assister à chacune des séances du Comité, mais simplement de lui permettre de venir à un moment ou à un autre faire connaître ses vues sur telle ou telle question dont s'occupait le Comité.

69. La représentante des États-Unis a fait observer que la Mission de son pays auprès de l'ONU rendait régulièrement compte au chef du service des missions étrangères des travaux du Comité. Si dans un cas précis il s'avérait nécessaire que ce responsable soit présent aux délibérations, alors la Mission prendrait des dispositions en conséquence. Mais en l'état actuel des moyens de communication entre New York et Washington, il ne semblait pas particulièrement nécessaire que le chef du service des missions étrangères assiste en personne à des réunions du Comité.

70. Le représentant du Royaume-Uni, selon ce qu'il a indiqué à la 150e séance, avait cru comprendre que le Comité avait déjà décidé lors de l'une de ses séances de 1990 d'inviter le chef du service des missions étrangères à venir

participer à ses délibérations. Cela serait, estimait ce représentant, dans l'intérêt du Comité aussi bien que du service des missions étrangères. On pourrait tenir un échange de vues général, le responsable en question expliquant avec qui travaillait son service et les membres du Comité soulevant s'ils le voulaient des questions également d'ordre général. Le service des missions étrangères pourrait ainsi voir plus nettement ce qui distinguait le statut et la fonction des missions accréditées auprès de l'ONU de ceux des missions accréditées auprès du Gouvernement américain. De part et d'autre, on se comprendrait mieux. New York abritant la plus étendue de toutes les communautés diplomatiques, il serait indiqué que le responsable américain des affaires intéressant cette communauté s'entretienne, non pas régulièrement mais du moins de temps à autre, avec le Comité.

71. Les représentants de la Bulgarie, du Canada, de l'Espagne et de la France pensaient eux aussi que le Comité devrait de nouveau inviter le chef du service des missions étrangères à venir s'entretenir avec lui. Selon eux, ces entretiens pouvaient améliorer la communication des missions auprès de l'ONU avec les missions accréditées auprès du Gouvernement américain. Il serait utile de comprendre comment fonctionnait le service des missions étrangères. On pourrait, dans un souci de bonne organisation, faire établir par le Secrétariat une brève liste de questions à l'étude, notamment les exonérations de la taxe sur les achats et les problèmes que pouvaient poser les formalités d'immigration.

72. Le représentant du pays hôte avait l'impression que les idées quant à ce qu'avait été la décision du Comité différaient quelque peu. La première fois qu'on avait parlé de l'invitation en question, en juin 1990, le représentant des États-Unis avait bien précisé qu'il importait que le Comité sache exactement ce qu'il attendait de la présence du chef du service des missions étrangères à ses délibérations. Jusqu'à présent le responsable avait toujours assisté aux délibérations lorsqu'il y avait eu un problème - c'est ainsi qu'il était venu parler du programme de logement et des plaques d'immatriculation fédérales. C'étaient la Mission des États-Unis et son service chargé des relations du pays hôte avec la communauté diplomatique qui représentaient le Gouvernement américain auprès de l'ensemble de la communauté diplomatique de New York. La proposition faite ne soulevait aucune objection de principe, mais il serait bon de préciser ce que le Comité attendrait du responsable invité.

73. Le représentant du Royaume-Uni, considérant les divers points de vue, a proposé que le Président du Comité se mette en relation avec la mission du pays hôte pour déterminer s'il conviendrait d'organiser une séance avec le chef du service des missions étrangères, et s'entende avec elle sur les modalités de cette réunion.

74. Le Président, avec l'assentiment des membres du Comité, a accepté de consulter le pays hôte à ce sujet.

75. À la 151e séance, le Président a informé le Comité du contenu des consultations qu'il avait tenues avec la Mission des États-Unis : le service des missions étrangères estimait que la Mission des États-Unis auprès de l'ONU était l'intermédiaire normal pour traiter les affaires concernant les relations avec le pays hôte et il était certain que cette mission continuerait de représenter comme il fallait le Gouvernement américain.

IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

76. À sa 153e séance, le 15 novembre 1991, le Comité a approuvé les recommandations et conclusions ci-après :

a) Le Comité se réjouit de la participation des membres de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétariat à ses travaux et est persuadé que ceux-ci, qui sont importants, ont gagné à être réalisés avec la coopération de toutes les parties intéressées;

b) Considérant que l'Organisation des Nations Unies et tous les États Membres ont intérêt à ce que les délégations et les missions accréditées auprès de l'ONU travaillent dans de bonnes conditions, le Comité sait gré au pays hôte de ses efforts en ce sens et est convaincu que tous les problèmes soulevés au cours de ses délibérations seront dûment réglés dans un esprit de coopération et conformément au droit international;

c) Considérant que, pour que les missions accréditées auprès de l'ONU puissent bien fonctionner, il est indispensable d'assurer leur sécurité et la sûreté de leur personnel; le Comité sait gré au pays hôte de ce qu'il fait en ce sens et compte que ce dernier continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute entrave au fonctionnement des missions;

d) Afin que la justice puisse suivre normalement son cours, le Comité engage les missions des États Membres à coopérer au maximum avec les autorités fédérales et locales américaines dans les affaires intéressant leur sécurité et celle de leur personnel;

e) En ce qui concerne la réglementation que le pays hôte applique au déplacement du personnel de certaines missions et aux fonctionnaires du Secrétariat ayant certaines nationalités, le Comité prend acte des positions respectives des États Membres visés, du Secrétaire général et du pays hôte;

f) Le Comité engage vivement le pays hôte à revoir les mesures concernant les véhicules diplomatiques en tenant compte des besoins de la communauté diplomatique, et à le consulter sur les questions se rapportant aux moyens de transport;

g) Le Comité souligne l'importance de ce qu'accomplit son groupe de travail en ce qui concerne les problèmes créés par la carence financière des missions et il invite la coopération de toutes les parties intéressées. Il rappelle à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation et à leur personnel qu'ils sont tenus d'honorer leurs obligations financières. Il encourage vivement le Groupe de travail à continuer de chercher une solution afin que les problèmes ainsi créés puissent être réglés;

h) Le Comité remercie la Section de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'ONU qui est chargée des relations du pays hôte avec la communauté diplomatique, la New York City Commission for the United Nations and the Consular Corps et les organismes, en particulier la Direction de la police de la ville de New York, qui l'aident à répondre aux besoins de la communauté diplomatique et à défendre ses intérêts, à lui assurer des services d'accueil et à favoriser la compréhension entre cette communauté et la population new yorkaise.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 26 (A/44/26).

Annexe I

LETTRE DATÉE DU 8 JUILLET 1991, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE

J'ai l'honneur, au nom du Comité des relations avec le pays hôte, de porter ce qui suit à votre connaissance.

L'attention du Comité a été appelée sur le fait qu'un certain nombre de missions diplomatiques représentant des États Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas en état de s'acquitter de leurs obligations financières, tendance qui va s'accroissant. Le problème est particulièrement grave dans le cas des missions de pays où se produisent actuellement de grands bouleversements politiques. Non seulement l'existence de ces dettes pose des problèmes juridiques et donne une piètre image de l'Organisation et de la communauté diplomatique, mais elle a aussi de très sérieuses conséquences sur le plan humanitaire. La situation justifie que des mesures concrètes soient immédiatement prises pour apporter l'assistance impérativement nécessaire.

Le Comité des relations avec le pays hôte a décidé de se pencher sur cet important aspect de la présence onusienne à New York. Avec l'étroite coopération du Secrétariat, des autorités du pays hôte et des missions permanentes auprès de l'ONU, il étudiera les mesures qu'il convient de prendre et les solutions qui pourraient être envisagées et a constitué pour cela un groupe de travail, placé sous la direction de son vice-président, M. Ivan Sotirov (Bulgarie).

Le principal sujet examiné a été celui des mesures générales que pourrait prendre l'Organisation face aux problèmes créés par la carence financière des missions, par exemple constitution d'un fonds de secours administré par les Nations Unies, plans d'assurance-groupe maladie, emplois d'agents temporaires offerts pendant quelque temps au Secrétariat, ou programmes d'information organisés par l'ONU pour bien faire comprendre aux États Membres ce que coûte l'entretien d'une mission à New York.

Comme vous pouvez le constater, la situation pose maints problèmes juridiques, administratifs et humanitaires. C'est pourquoi le Comité espère pouvoir compter, tandis qu'il continue de chercher des solutions, sur le soutien et le concours sans réserve des services compétents du Secrétariat.

En attendant votre réponse, nous continuerons, soyez-en assuré, de chercher des moyens d'apporter quelque soulagement aux missions qui sont dans la situation la plus difficile, et dont certaines n'ont même pas de quoi se nourrir. Nous sommes heureux de constater à cet égard que des produits alimentaires leur ont récemment été livrés, avec la pleine coopération du pays hôte, de la municipalité new-yorkaise et du Secrétariat.

Annexe II

LETTRE DATÉE DU 24 JUILLET 1991, ADRESSÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE

J'ai bien reçu la lettre, en date du 8 juillet 1991, que vous m'avez adressée au sujet de l'incapacité où se trouvent un certain nombre de missions permanentes d'États Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de leurs obligations financières.

Comme l'a indiqué mon représentant à la séance que le Comité des relations avec le pays hôte a tenue le 8 juillet 1991, le Secrétariat de l'Organisation est conscient de l'existence des problèmes que crée cette situation et comprend bien que le Comité s'emploie à trouver des solutions matérielles. Mais l'Organisation n'est pas en mesure d'assumer une quelconque responsabilité dans les affaires découlant de l'insolvabilité de missions en difficulté.

Je relève que le Comité a étudié "les mesures générales que pourrait prendre l'Organisation face aux problèmes créés par la carence financière des missions, par exemple constitution d'un fonds de secours administré par les Nations Unies, plans d'assurance-groupe maladie, emplois d'agents temporaires offerts pendant quelque temps au Secrétariat, ou programmes d'information organisés par l'ONU pour bien faire comprendre aux États Membres ce que coûte l'entretien d'une mission à New York".

Je suis tout à fait d'accord avec le Comité pour considérer que "la situation pose maints problèmes juridiques, administratifs et humanitaires". Pour pouvoir trouver des solutions effectives aux problèmes que vous évoquez dans votre lettre, il faut absolument surmonter certaines difficultés juridiques et matérielles, avec le concours actif de tous les intéressés, et notamment des autorités compétentes du pays hôte.

La teneur de votre lettre a été portée à la connaissance des services compétents du Secrétariat, qui étudient maintenant de quelle façon résoudre les problèmes que pose la carence financière des missions. Soyez assuré que les représentants du Secrétariat seront prêts à étudier plus avant avec le Groupe de travail ou l'ensemble du Comité les mesures qui pourraient être prises pour remédier quelque peu aux difficultés dans lesquelles se trouvent certaines missions permanentes.